

Journal de l'environnement

ACCUEIL AIR EAU DÉCHETS CLIMAT RISQUES & SANTÉ SITES & SOLS ENERGIE

Risques & Santé

«Il faut des études de toxicité chronique pour les OGM»

Le 22 juillet 2013 par Marine Jobert



Gilles-Eric Séralini, de l'université de Caen.
DR

Le ministère de l'écologie a lancé récemment un appel à projet unique intitulé Risk'OGM, afin d'étudier l'étude des effets sanitaires à long terme liés à la consommation d'OGM [JDLE]. L'Union européenne finance une étude de toxicité à long terme sur le maïs NK603, pour une durée de deux ans. Des démarches en lien direct avec l'étude publiée en octobre 2012 par

Gilles-Eric Séralini, qui rapportait une mortalité accrue chez des rats nourris pendant deux ans avec du maïs GM de type NK603 (Monsanto) et exposés à l'herbicide Roundup [JDLE]. Pour *Le Journal de l'environnement*, Gilles-Eric Séralini dit ce qu'il pense des recherches actuelles, lancées tant en France qu'en Europe.

JDLE – La France, l'UE, et même la Russie, ont annoncé avoir lancé deux études sur les effets sanitaires à long terme de la consommation d'OGM. Comment jugez-vous ces démarches?

Gilles-Eric Séralini – Je me réjouis que les autorités sanitaires françaises et européennes aient pris en compte, avec ces deux projets, les risques que nous avons établis avec notre étude. Même les Russes ont lancé une étude des effets à long terme du maïs NK603.

Mais il y a deux problèmes majeurs quant à ces études.

Le premier, c'est qu'aucune ne concerne le Roundup, qui fait pourtant partie de notre étude et constitue un risque majeur. Les effets à long terme de cet herbicide sont largement sous estimés, notamment par les gouvernements qui ont délivré les autorisations de mise sur le marché. Et c'est la même chose de la part de la Commission européenne.

Le second, c'est la grande niaiserie qui a présidé au choix des «experts» auxquels le gouvernement français s'adresse pour constituer son comité scientifique. Très simplement, la plupart des membres du comité scientifique du groupe Risk'OGM -dont je fais partie- étaient d'accord à l'époque pour que ne soient pas menés les tests à long terme et pour que soit autorisé le maïs NK603. Ils seraient alors discrédités si la recherche leur donnait tort. J'estime donc que ce n'est pas à eux de juger de la pertinence de tel ou tel protocole. C'est vrai au niveau français comme à celui de l'agence européenne de sécurité alimentaire.

JDLE – Selon vous, comment aurait dû procéder l'Etat français?

Gilles-Eric Séralini – Le cœur du problème, c'est que l'on retrouve toujours les mêmes acteurs dans ces questions d'expertise, qui siègent le plus souvent à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) ou au Haut conseil des biotechnologies (HCB). Quand notre étude est parue, le ministre de l'agriculture a eu une réaction honnête, qui a été de dire «on va évaluer ce nouvel article». Cet appel à projet Risk'OGM s'inscrit dans cette démarche. Mais il faut bien comprendre que l'Anses et le HCB ne sont pas des

organismes de validation de parutions scientifiques, mais de validation de produits. Ils n'ont pas des rapporteurs internationaux de haute volée. De plus, ce sont précisément eux qui ont validé le NK603, qui n'ont pas autorisé les tests au-delà de 90 jours[1] et qui se sont contentés des tests de Monsanto. Or notre étude a démontré qu'ils avaient évalué de manière laxiste le produit. Certains ont même contribué à accorder des autorisations en dépit de tests de 90 jours controversés, qui déjà rendaient compte de prémisses de pathologies que nous avons découvertes après [tumeurs mammaires, effets hépato-rénaux, ndlr] pour le NK603 et le MON810. Pour le Roundup, c'est plus dramatique encore, puisqu'il n'est prévu aucun test à 90 jours. Selon moi, il y a donc conflits d'intérêts.

JDLE – Que pensez-vous du fait de ne pas imposer l'OGM qui sera l'objet de l'étude?

Gilles-Eric Séralini – C'est laisser bien trop de liberté aux chercheurs. D'autant que les doter de 2,5 millions d'euros, c'est tout à fait insuffisant. Notre étude a coûté 3,2 millions, ce qui était un minimum. Ils auraient dû demander une étude de toxicité chronique sur l'OGM NK603 en France, ce qui aurait obligé à un moratoire, car cela revenait à reconnaître qu'il y a un problème. Si je devais refaire quelque chose, j'irais vers le soja au Roundup, qui a des taux de résidus d'herbicides élevés. C'est d'ailleurs toute la supercherie des OGM (dont 80% sont tolérants à l'herbicide, ce qui veut dire qu'ils sont capables de l'absorber sans dépérir): les OGM agricoles sont pleins de pesticides.

JDLE - Vous-même, qui avez siégé au comité scientifique de la CGB, l'ancêtre du HCB, qu'avez-vous vécu ?

Gilles-Eric Séralini – Je siégeais dans le comité scientifique de la CGB qui a évalué le NK603; je l'ai quitté car ils ne voulaient pas imposer de tests supplémentaires à Monsanto. Pourtant, dès 2007, nous avons mis en évidence au Criigen[2] que les effets à 90 jours qu'avait publiés Monsanto étaient problématiques (notamment au plan hépatique et rénal). On nous a répondu «Non, non, non, il n'y a rien à voir». Donc suite à nos désaccords la commission n'est pas renouvelée, je fais des tests, je publie et je retombe sur les mêmes personnes, qui alimentent les controverses main dans la main avec Monsanto. Un exemple? Gérard Pascal a été quasiment le premier à critiquer violemment notre étude. Il a activement travaillé à faire autoriser le NK603, en tant que conseiller des deux présidents du HCB. Au passage, c'est un nutritionniste qui publie peu depuis des années et qui siège dans l'un des plus gros lobbies de l'industrie mondiale[3]. Donc si je résume: hier, c'est à ces gens-là que l'on s'adressait pour savoir si mon étude était bonne. Et aujourd'hui, on questionne les mêmes en leur demandant quel serait le bon protocole dans le cadre de Risk'OGM!

Au plan européen, ils ont carrément botté en touche, en imposant un test de cancérogénèse qui n'a rien à voir avec le test de toxicité chronique. Soyons sérieux: dans notre étude, on ne s'est pas contenté de compter les cancers à la fin, on a regardé toutes les maladies possibles sur 34 organes! Bien nous en a pris, car les pathologies hépato-rénales n'auraient pas été visibles sinon.

Pour moi, tout expert qui a servi dans le processus d'évaluation du NK603 doit être exclu. Je n'irai pas travailler avec ceux que je sais compromis. Et je ne vais pas non plus refaire mes propres études, elles doivent être confirmées par d'autres.

[1] C'est la durée maximale pendant laquelle l'industriel est tenu de nourrir les animaux de laboratoire. Cette durée rend impossible la mise en évidence d'éventuelle toxicité chronique des produits.

[2] Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique.

[3] Nutritionniste à la retraite, il a fait sa carrière à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). Il travaille aujourd'hui pour l'industrie agroalimentaire internationale, notamment au sein de l'ISLI -pour International Life Sciences Institute- un groupe de pression des industries agroalimentaire, chimique et pharmaceutique. [Ici](#), un article retrace son parcours. Il est encore chargé de mission sur la question des OGM par le directeur de l'INRA.



iPad vendu à 19€ !

MadBid propose des iPad aux enchères à des prix fous comme 19 €. Nous avons testé...



Livret d'Épargne à 5%

Profitez d'une épargne disponible et performante au taux de 5% garantis !



Côte-Rôtie Guigal 2009

Inscrivez-vous et bénéficiez d'une offre exceptionnelle sur la Côte-Rôtie Guigal 2009

Publicité  Ligatus